

Montrer la dette, pour cacher les dividendes.

★ legrandsoir.info/montrer-la-dette-pour-cacher-les-dividendes.html

2 mars 2017

Fabrice AUBERT

Préambule : C'est suite à une discussion du café du commerce, à Martigues, avec des militants politiques engagés à soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon, qu'un militant, expliquant que celui-ci n'avait pas répondu aux questions sur la dette et surtout fourni de chiffres, que l'idée de ce papier m'est venu. Il ne s'agit pas d'un papier pro ou anti Mélenchon, juste donner des éléments de réflexion pédagogiques sur la question de la dette. Il peut être utile aux militants syndicalistes, politiques, associatifs comme au simple citoyen qui s'interroge sur l'importance, la gravité et la légitimité de la dette dite publique... J'espère qu'il est d'accès et de lecture facile, j'ai en tout cas, comme toujours, cherché à être le plus pédagogique possible, sans pour autant baisser le niveau du conte



UNE ELECTION PRESIDENTIELLE ? A quoi reconnaît-on qu'une élection Présidentielle va avoir lieu dans notre Pays ? C'est facile, car les faits se répètent inexorablement à l'identique. A chaque élection présidentielle, le centre du débat des questions sociales, pourtant majoritairement souhaitées par les citoyens, se substitue celui de la dette, présentée à chaque fois comme « insupportable », conduisant la France à la faillite : « Dette, déficit : La France joue sa crédibilité » [1] ... Puis après avoir été élu, ne pouvant réduire les politiques sociales, autant que désirées, par peur d'une « Révolution politique » [2], les « élus », continuent la même politique qu'avant, quitte à se couper du réel, du Pays, des citoyens et aggravent de ce fait, la situation du Pays, et pas simplement que d'un point de vue comptable, mais aussi sur l'emploi, les services publics, entraînant « chômage de masse et précarités sociales. Puis on recommence.

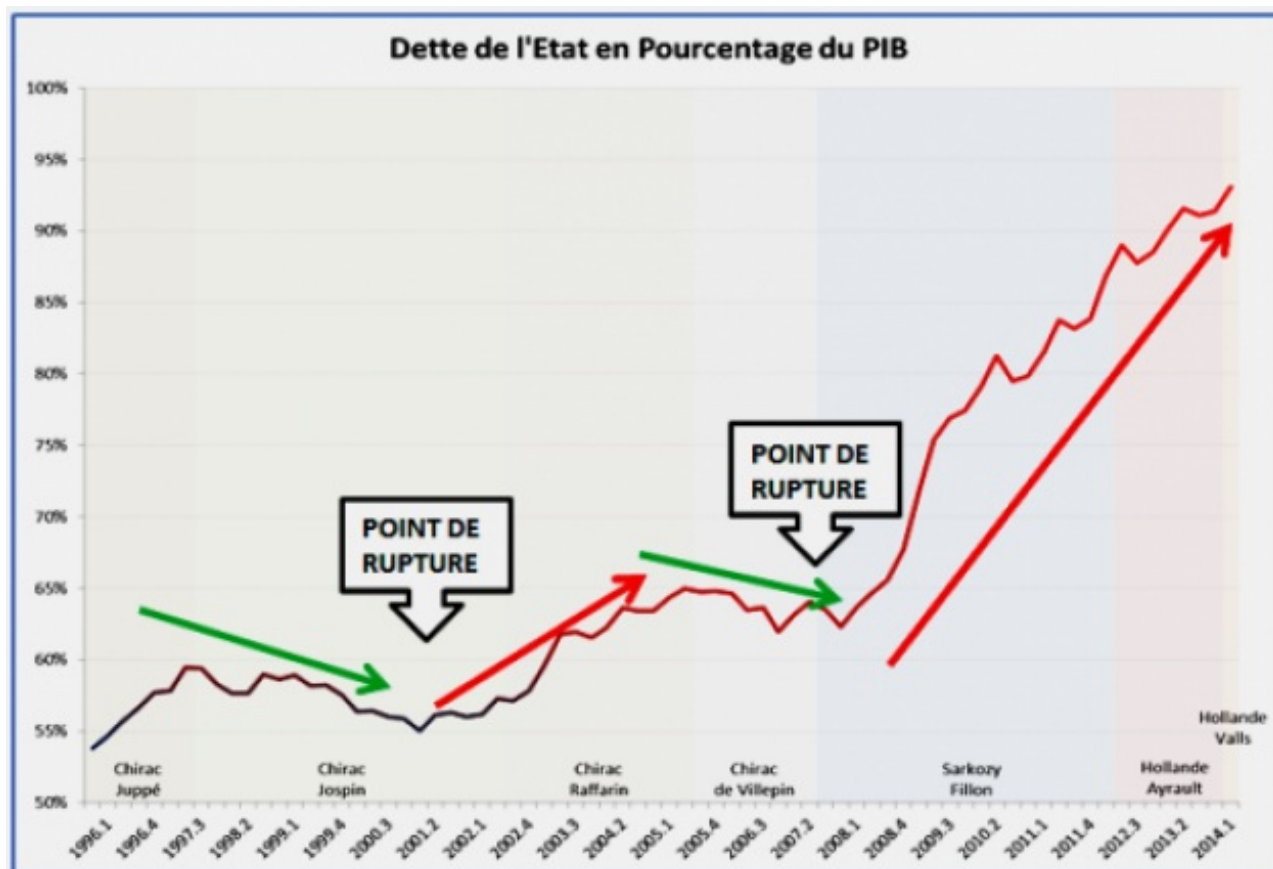
C'est pourquoi depuis quelques semaines désormais, pas un jour ne passe sans que les « médias serviles », ne nous récitent le discours sur la dette publique qu'il faut de plus conjuguer à l'impossibilité qu'a eu l'actuel locataire de l'Élysée à inverser la courbe du chômage...

LA FRANCE CHAMPIONNE DES DIVIDENDES : Pourtant et dans le même temps, on apprend que le Pays où les « entreprises » reçoivent le plus de dividendes, est notre doux pays (40, 7 Milliards d'euros et plus 33 % en 2014) devant l'Angleterre et l'Allemagne... Comment expliquer ce paradoxe, d'un « Pays qui s'effondre » et dont pourtant les dividendes n'ont jamais été aussi élevés... La pensée de Victor Hugo peut nous y aider :

« C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches. » (Victor Hugo, L'Homme qui rit.)

Il nous faut donc démonter à nouveau le mécanisme de la dette, pour en saisir les dessous cachés...

LA DETTE PUBLIQUE INEXORABLE ? A regarder la courbe de la dette « dite publique », on voit bien que dans son mouvement apparent, celle-ci non seulement ne fait que grimper, mais que de plus son rythme de progression s'accélère à partir de 2007-2008, rendant en apparence celle-ci inexorable...



UN PEU D'APPROCHE SCIENTIFIQUE S'IMPOSE : En règle générale, ce sont les « *économistes libéraux* », promoteurs du « *marché libre et non faussé* » qui s'appuyant sur les sciences dites « *expérimentales* », construisent leur démonstration de la prétendue « *supériorité du marché sur l'Etat* ». C'est pourquoi ici, la Science ne sera pas « *invquée* », comme puissance divine supérieure, juste évoquée pour comprendre ce qu'est une « *approche scientifique* ». Les Sciences physiques s'intéressent notamment à ce qui est appelé la « *résistance des matériaux* ». L'expérience consiste à exercer une pression sur un matériau, jusqu'à ce qu'il casse et observer ce qui se passe à ces points de rupture... C'est cette méthode qu'il faut appliquer au graphique.

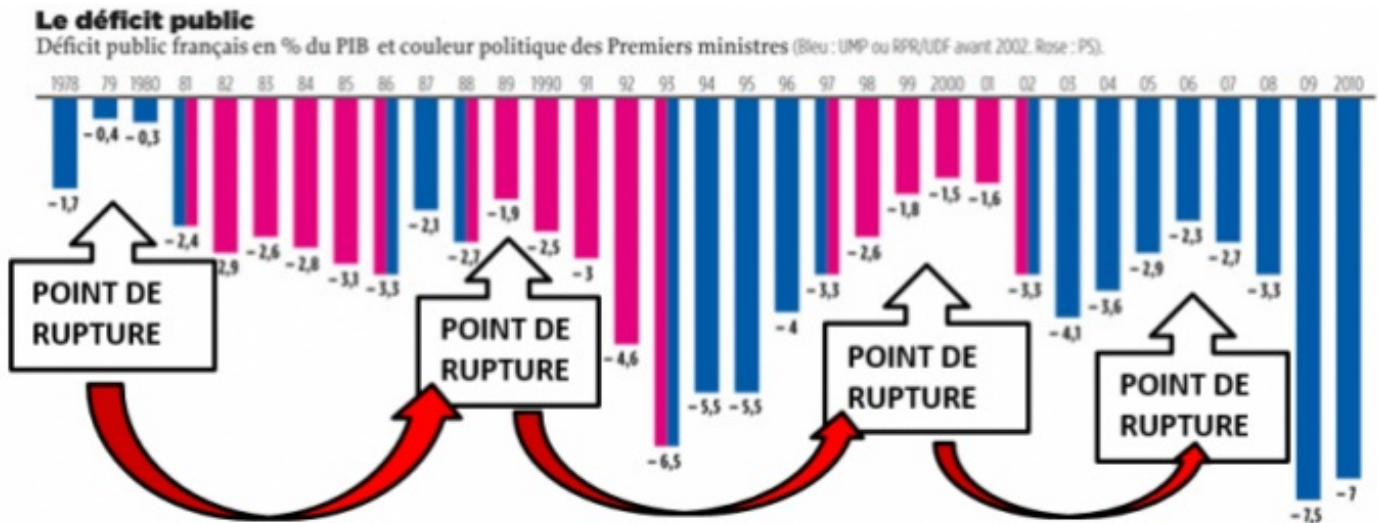
UN GRAPHIQUE N'EXPLIQUE RIEN : Un graphique ne fait que représenter sous la forme d'une courbe, une suite de données statistiques, c'est pourquoi un graphique n'explique jamais rien en soi. Mais ce qui est important c'est d'appliquer la méthode retenue aux « *points de rupture* » du graphique, c'est-à-dire, là où les évolutions se modifient (croissance des déficits) et y rapporter des éléments d'informations économiques, sociales et politiques connus. Il nous faut donc regarder ce qui s'est passé en 2000 et en 2007, pour avoir un élément d'explication des ruptures intervenues...

- En l'an 2000 eut lieu le « *Krach Internet* », parti des Etats-Unis, qui derrière le scandale Enron [3], provoqua une première récession mondiale.
- En 2007 débuta le « *Krach des subprimes* », qui « *brula 25.000 milliards de dollars en 10 mois* » [4] et qui fut baptisé par le Président Obama lui-même, comme la « *pire crise depuis 1929* »...avec nouvelle récession mondiale, dont nous ne sommes toujours pas sorti.

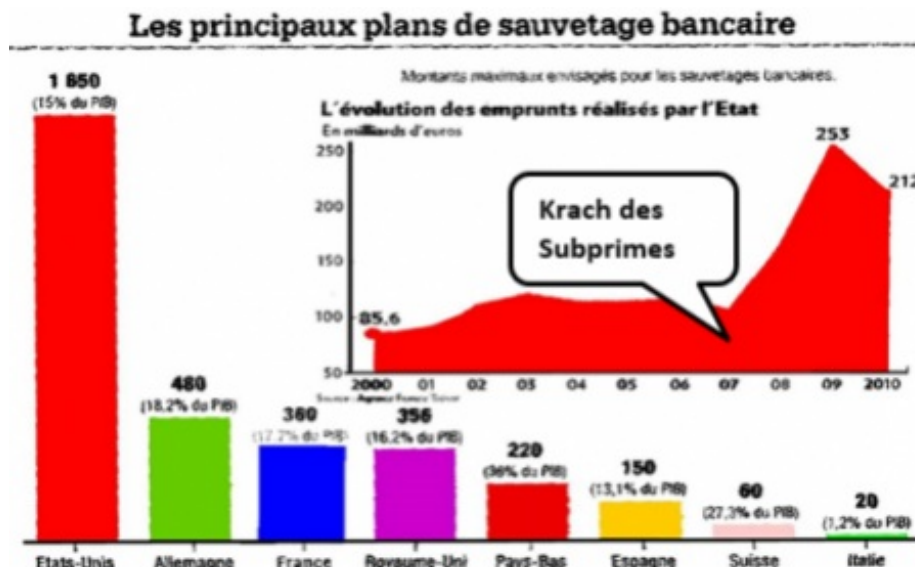
Derrière, ces krachs qui provenaient des marchés, en permanence, c'est l'Etat, les Etats qui sont intervenus pour sauver les marchés de leur propre crise. Comment ? En relançant l'activité des entreprises par des travaux financés par de l'argent emprunté aux marchés générant les déficits publics.

LA SOMME DES DEFICITS (augmenté des intérêts annuels) FONT LA DETTE : La dette dite publique est le produit d'une histoire de déficits accumulés au cours du temps. Mais il faut de plus, rajouter aux emprunts annuels,

le cout des intérêts, qu'appliquent, de manière discrétionnaire, les banques en fonction des Pays, puisque les Etats ne peuvent directement s'adresser à la B.C.E. Les déficits « *dits publics* » sont donc de fait, des « *emprunts publics* » réalisés auprès des banques privées, en vue d'opérer le « *sauvetage* » des marchés financiers en crise, et non la création de postes de fonctionnaires. Et c'est l'ensemble de ces déficits cumulés, qui génère la dette « *dite publique* ». Les « *points de ruptures* » ne sont que l'expression régulière et répétés des crises du système, qui s'aggravent de cycle en cycle.

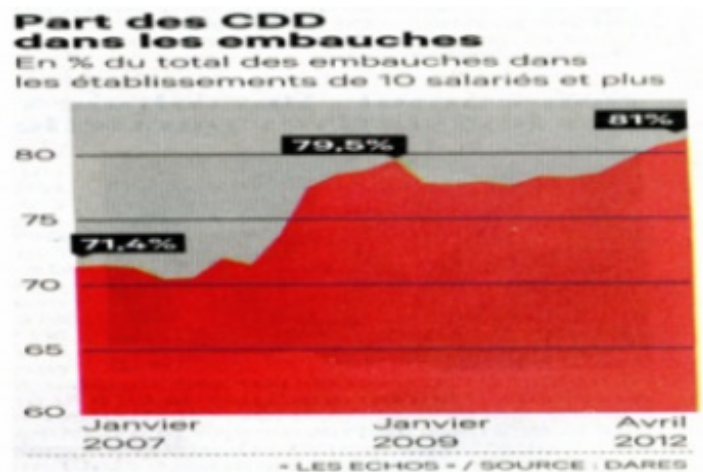


LES RELANCES PUBLIQUES : Juste après le krach financier des « *Subprimes* » de 2007, [5] que de réunions du G7 et du G 20 pour régler les problèmes générés par la crise...les différents gouvernements d'Europe et les Etats-Unis ont, contre la théorie libérale, décidé d'intervenir à la fois en recapitalisant les banques, les « *nationalisant* » provisoirement parfois, et ont engagé des plans de relance économique. En d'autres termes, les Etats ont injecté de « *l'argent public* » dans des plans d'investissements tels qu'ils nécessitaient des emprunts, qui Europe oblige, ont permis aux banques de se « *refaire la cerise* », sur les « *prêts d'Etats* ». C'est ainsi qu'en France le plan de sauvetage bancaire a atteint 380 milliards d'euros, soit 18 % du P.I.B nécessitant un emprunt auprès des marchés de 253 milliards en 2009, puis de 212 milliards en 2010, générant les fameux « *déficits publics* », qui ajoutés les uns aux autres ont généré la dette. Observons que dans ce cadre, les Responsables du Krach (Banques et marchés financiers), ont non seulement été épargnés, mais de fait, ils ont été « *sauvés* » de leur propre crise par l'argent public (le Notre), qui de plus, du fait de l'obligation d'emprunter sur les marchés financiers, leur ont permis, moyennant intérêt, de se refaire une activité financière lucrative et sure (« *emprunts d'Etats* »).



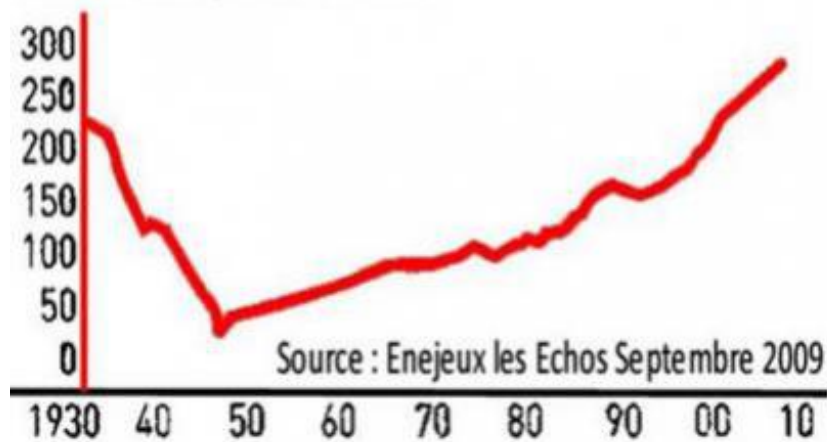
LES CONSEQUENCES POUR L'ECONOMIE REELLE : La prétention des économistes libéraux vise à séparer, ce qui serait de l'ordre de la sphère financière, de ce que l'on appelle l'économie réelle. Ils voudraient imposer l'idée que les « *marchés financiers* » seraient un « *marché particulier* », déconnecté de l'économie réelle et que les soubresauts de la « *Finance mondialisée* » [6] n'auraient aucun impact sur l'économie réelle, d'où leur thèse que « *l'argent brûlé* » en bourse, ne serait que de « *l'argent virtuel* ». Il suffit cependant d'observer ces deux graphiques, pour comprendre l'inanité de cette thèse et qu'à contrario, les soubresauts et comportements erratiques de la « *finance dérégulée* », ont des conséquences immédiates et de longs termes, dont les effluves se font toujours sentir aujourd'hui. La première conséquence fut la chute de l'activité industrielle (graphique de gauche) entraînant de ce fait la destruction de nombreuses entreprises et de ce fait l'envolée d'un chômage de masse (à droite)...

LA DESTRUCTION CREATRICE : Prenez un libéral, montrez-lui ces contradictions et comme un chat, il retombera sur ces pieds, car la langue de bois, c'est eux... Ainsi acculé devant ces graphiques et notamment celui sur les défaillances d'entreprises, il vous rétorquera aussitôt : « *Destruction créatrice* », c'est-à-dire le principe philosophique naturel selon lequel, la « *destruction d'entreprises* », favoriserait de ce fait, la création d'entreprises dans de nouveaux secteurs, créeront, de ce fait, les emplois nécessaires. Ainsi on passerait d'une économie à « *dominante industrielle* » à une économie « *ubérisée* » du fait de la « *Révolution numérique* » [7] en cours. L'Etat n'ayant plus comme rôle que « *d'accompagner* » ces mutations irréversibles et non de les réduire. Observons cependant, que la « *destruction créatrice* », ne génère rien d'autre que de la précarité (graphique de droite). Aujourd'hui plus de 80 % des emplois créés, sont hors C.D.I. La « *destruction créatrice* » substitue de « *l'instabilité à la stabilité* » qu'avaient générée les « *lutttes de classes* » des trente glorieuses, obligeant l'Etat à intervenir et même à piloter l'économie. En ayant laissé ce pouvoir aux marchés, l'Etat est de fait devenu « *Impuissant* » et plus les politiques sont libérales et plus l'Etat est impuissant et sa politique inefficace, que cela soit pour l'emploi ou la dette.

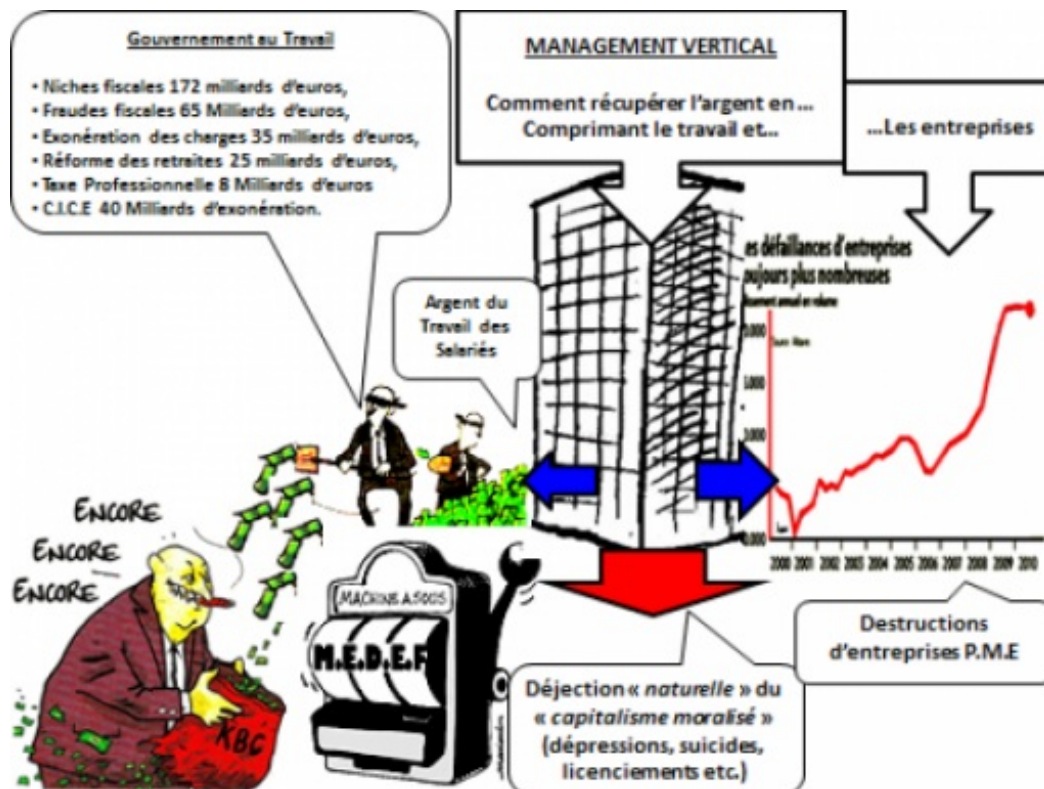


CE SONT LES MARCHES QUI CREENT LA DETTE : Dans la réalité de l'analyse ce sont les marchés privés qui génèrent la dette publique. Au-delà des graphiques déjà perçus et analysés, il y a ce « *chef d'œuvre* » au titre incontestable qui nous dit : « *Dette privée totale transférée aux Etats* », et qui atteint en 2009, l'équivalent de 300 % du P.I.B. Soulignons la source, puisque ce graphique n'est pas paru dans « *l'Humanité* », mais dans « *les Echos* » en Septembre 2009. Tout ceci montre que les décideurs sont parfaitement au courant que la dette dite publique, n'est pas de la responsabilité des fonctionnaires, mais bien du comportement erratique des marchés qui jouent avec la finance, comme avec des allumettes.

LA DETTE PRIVÉE ATTEINT DES SOMMETS DETTE PRIVÉE TOTALE TRANSFÉRÉE AUX ETATS, EN % DU PIB



LA FINANCIARISATION DE L'ECONOMIE : Plutôt qu'un long discours, cette caricature permet de visualiser le mécanisme de la financiarisation. Sous pression financière, le « *management vertical* », de la compétitivité fait pression sur les salaires et l'emploi dans les entreprises, générant des destructions d'entreprises et d'emplois et le « *modus operandi* » porte le nom de « *fusion* ». Et la politique libérale de l'Etat (version droite ou sociale-démocrate) consiste, en récupérant l'argent des impôts des salariés, déjà pressurisés, à le redistribuer au marché qui en fait « *du beurre et l'argent du beurre* », sans jamais investir dans le système économique, au contraire, il s'évapore dans les paradis fiscaux... (« *Panama Pappers* »).



LE TROU NOIR DE LA FINANCE : Ces graphiques successifs permettent d'approfondir la thèse, que la dette est le produit des « *déficits cumulés* », qui sont eux-mêmes, le résultat des « *chocs du marchés* », conséquence des « *krachs bancaires successifs* ». Hors les banques en difficulté, on l'a vu avec « *Lheman Brother* », lorsqu'elles ne sont pas immédiatement secourus par les Etats, provoquent des « *séismes financiers mondiaux* », qui par la suite

entraînent des crises économiques et sociales majeures, conséquence de cette « *financiarisation de l'économie* », c'est-à-dire de la domination de la finance sur l'économie. C'est à ce titre que l'on peut parler de « *trou noir de la finance* », c'est-à-dire d'un argent perdu en pure perte, pour la société, mais récupéré par les seuls actionnaires du marché.



REVENONS A LA DETTE : Une fois analysée les raisons de la dette, il nous faut aborder son remboursement et ses modalités.

- **La dette d'un ménage ?** Quand un ménage s'endette pour acheter une maison, pensez-vous que le banquier calcule le ratio d'endettement, en prenant le montant total emprunté et en le rapportant au revenu annuel ??? Dans ces conditions, il n'y aurait aucun prêt accordé... Non le calcul fait est de prendre le montant emprunté, de le diviser par le nombre d'annuités prévu, et là de le rapporter au revenu annuel.
- **La dette de l'Etat :** Et alors que l'Etat a ce pouvoir extraordinaire de lever l'impôt, pour éventuellement augmenter les ressources, pouvoir que n'a pas le salarié isolé (« *d'augmenter son salaire* »), les marchés financiers imposent, via les agences de notation, un ratio de **Dette sur P.I.B** annuel, et ce alors que de plus, la durée de remboursement de nos titres de dettes est environ de 7 ans.
- **Jean-Luc MELENCHON** a donc raison de rapporter la dette dite publique, non à une seule année mais calculée sur 7 ans et dans ces conditions, le ratio n'est plus de 90 % d'endettement, mais d'environ 12 %... évidemment ça change la donne...

UN ENFANT NAITRAIT AVEC UNE DETTE SUR LA TETE ? C'est d'une « *niaiserie absolue* »..., pire c'est de l'idéologie pure. La thèse libérale consiste à dire qu'avec le niveau d'endettement public, un enfant naitrait aujourd'hui, avec une dette de **20.000 euros**... Une fois de plus, si l'on prend l'exemple du ménage, une banque, pour effectivement calculer le risque pris de vous « *prêter* » de l'argent, prendra en effet en compte votre niveau d'endettement, mais elle regardera aussi votre patrimoine, et sa valeur estimée, qu'elle traitera comme un actif et défalquera de l'endettement. Il s'agit ici d'une simple règle comptable classique. Hors si l'Etat a des dettes, il a aussi un Patrimoine... que nous célébrons chaque année d'ailleurs (« *Journée du patrimoine* » : 17 et 18 Septembre 1016), qu'il faut donc défalquer de notre Dette....

- **Appliqué à l'Etat**, ce calcul arithmétique simple montre qu'en définitive, loin de naître avec une dette de 20.000 euros sur sa tête, notre bébé Français, naît avec un crédit de 12.000 euros...Je vous livre ici, les détails de l'analyse effectuée par l'O.F.C.E : *« Chaque nouveau-né français a une dette de 20.000 euros sur les épaules, s'est inquiété Nicolas Sarkozy jeudi soir. Mais ce calcul ne tient aucun compte des actifs détenus par l'Etat. Au contraire, un bébé français hérite en réalité d'une richesse nette à sa naissance. En cause, le déficit chronique de la France, ininterrompu depuis 1974, « dernier budget en équilibre », a rappelé Nicolas Sarkozy. Tant et si bien que la dette au sens de Maastricht (passif de l'Etat, des collectivités locales et des régimes de sécurité sociale) a atteint 64,2% du PIB en 2007. Soit 1.209.497 milliards d'euros. Selon les chiffres Eurostat, la dette moyenne de la zone euro est en effet de 66,2% du PIB en 2007. Celle de l'Allemagne de 65%. La Belgique affiche une dette de 84,9%, la Grèce, 94,5%, l'Italie, 104%. Et c'est encore loin de la dette du Japon, qui atteignait 159% en 2006. « Il n'y a donc pas de singularité française sur ce point », commente Mathieu Plane.*

Gare au fétichisme des chiffres. Car comme tout compte de patrimoine, celui de l'Etat comporte un passif, la dette, mais il inclut également les actifs qu'il détient. Et en l'occurrence, l'Etat n'est pas nu. D'abord, l'Etat possède des actifs financiers, 742 milliards d'euros en 2006. De l'or, des dépôts ou encore des parts dans des entreprises publiques cotées. Car l'Etat français est un actionnaire, et un gros. Selon l'Agence des participations d'Etat, leur valorisation dépassait 162 milliards d'euros au 24 avril. Dont 100 milliards rien que pour EDF.

Aussi, la dette financière nette de la France n'était en réalité que de 38,2% du PIB en 2006 (dernier chiffre connu). Soit un niveau proche de 1995, alors que la dette au sens de Maastricht, elle, a augmenté. Mais entre-temps, la valeur du portefeuille boursier de l'Etat a profité de l'euphorie boursière. « On peut à bon droit s'interroger sur la priorité donnée à la réduction de la dette », estime Mathieu Plane. « Car compte tenu des actifs financiers, elle n'est pas si grande que ça. Tout au moins, la France n'est pas du tout le mauvais élève de l'Europe en la matière. Alors qu'elle l'est clairement en matière de chômage », observe l'économiste. Plus encore, l'Etat détient des actifs physiques ou immobiliers. Des terrains, des bâtiments, des infrastructures, dont la valeur est tenue à jour par l'Insee. « Si on comptabilise l'ensemble de ces actifs, les administrations publiques ne présentent plus une dette mais une richesse nette », calcule Mathieu Plane. Elle représentait 37,8% du PIB en 2006. Cette richesse a d'ailleurs augmenté de plus de 22 points de PIB entre 1995 et 2006. Les administrations publiques se sont enrichies dès lors que, boom de l'immobilier aidant, la valeur des terrains détenus par l'Etat a explosé : de plus de 200% en 10 ans ! Autrement dit, « le bébé français ne récupère pas à la naissance une dette publique de 18.700 euros mais il hérite au contraire d'un actif net de 11.000 euros », corrige Mathieu Plane. [8]

ET LES DIVIDENDES ? C'est sur ce plan qu'évidemment les libéraux sont les plus discrets. La théorie libérale stipule qu'en fait les dividendes, sont la rémunération du capital et que dans une « économie de marché », plus les dividendes sont élevés, plus cela signifie que le Capital est efficace. C'est ce qui est appelé la « juste rétribution des facteurs ». Si dans un Pays on assiste à une baisse salariale et à une hausse des dividendes, cela signifie simplement, si l'on applique la théorie, que le facteur travail a une mauvaise productivité et qu'au contraire le capital a une bonne productivité. Hors, selon les informations disponibles, la France serait championne d'Europe de la distribution de dividendes. Le problème, c'est que dans la réalité, le capital est inefficace et c'est notre productivité du travail [9] qui, étant l'une des plus élevée au monde sauve le système de la déroute...

La France championne des versements de dividendes en Europe [Home](#) [ECONOMIE](#) [Placement](#)

LA DETTE PUBLIQUE UNE IDEOLOGIE AU SERVICE DU CAPITAL : Dire les choses ainsi, peut paraître

exagérée, mais si l'on en revient au titre de l'article et à la caricature, on voit bien qu'entre la réalité de la dette et son analyse effective, il y a bien d'autres problèmes à régler, dont le chômage, forme de « *dette sociale* », et soulignons ce que ne cesse de répéter **Jean-Luc Mélenchon**, sur la « *dette écologique* »... qui elle ne pourra pas s'effacer d'un « *trait de plume* », au contraire de la dette de « *Lheman Brtoher* » [10]...

Rappelons ici, ce que disait **Marx**, sur le rapport entre le Capital et la nature, d'une étonnante modernité, en ces temps de « *COP 21* » de triste niveau :

« **Le capital épuise deux choses, le travailleur et la nature** ».

On mesure bien ainsi, que la dénonciation permanente de la « *dette publique* », notamment au moment des « *campagnes présidentielles* », permet d'enfermer le débat sur cette seule question, empêchant de ce fait, de penser une politique globale alternative. Le débat permanent sur la dette dite publique, vise à « *enfermer la pensée* » de toute possibilité d'émancipation, et de ce fait joue, avec le soutien actif des médias, une idéologie au service du capital, permettant de masquer la réalisation effective des profits, support à la distribution des dividendes. La dette et son discours [11] sont l'outil du capital, dans la « *lutte des classes* » qui l'oppose au prolétariat, et c'est même une spécificité de la Bourgeoisie Française qu'il est facile de démontrer. Il suffit pour cela de reprendre un texte écrit en 1849 et qui décrit déjà le discours de notre quotidien actuel :

« L'endettement de l'Etat était d'un intérêt direct pour la fraction de la bourgeoisie qui gouvernait et légiférait au moyen des Chambres. C'était précisément le déficit de l'Etat qui était l'objet même de ses spéculations et la source principale de son enrichissement. A la fin de chaque année, nouveau déficit. Au bout de quatre ou cinq ans, nouvel emprunt. Or, chaque nouvel emprunt fournissait à l'aristocratie une nouvelle occasion de rançonner l'Etat, qui, maintenu artificiellement au bord de la banqueroute, était obligé de traiter avec les banquiers dans les conditions les plus défavorables. Chaque nouvel emprunt était une nouvelle occasion de dévaliser le public, qui place ses capitaux en rentes sur l'Etat, au moyen d'opérations de Bourse, au secret desquelles gouvernement et majorité de la Chambre étaient initiés. (...) »

Du fait que l'aristocratie financière dictait les lois, dirigeait la gestion de l'Etat, disposait de tous les pouvoirs publics constitués, dominait l'opinion publique dans les faits et par la presse, se reproduisaient, dans toutes les sphères, depuis la cour jusqu'au café borgne, la même prostitution, la même tromperie éhontée, la même soif de s'enrichir, non point par la production, mais par l'escamotage de la richesse d'autrui déjà existante, et se déchaînait, notamment aux sommets de la société bourgeoise, la manifestation des convoitises les plus malsaines et les plus déréglées... »

Ce texte de Karl MARX, est tiré d'un ouvrage au titre révélateur : « *Les luttes de classes en France* ». Nulle part ailleurs dans le Monde, la question de la dette dite publique ne fait l'objet d'un débat aussi tendu, et régulièrement, répété, car il s'agit pour la Bourgeoisie Française, de masquer que l'essentiel de ses profits, et de ce fait de la distribution des dividendes, vient de la « *dette publique* » et de sa gestion effective par les banques qui se sont substituées à l'Etat, comme avant 1789, les « *Fermiers Généraux* » étaient les véritables profiteurs des déficits royaux...et se récupéraient sur le peuple...

Terminons par cette proposition que faisait Marx : « *Il n'y a qu'une seule façon de tuer le capitalisme : des impôts, des impôts et toujours plus d'impôts.* » On comprend mieux, là aussi, la haine de la Bourgeoisie vis-à-vis de l'impôt...

Fabrice AUBERT

[1] Les Echos / 14 Février 2017

[2] Notre Pays étant « *champion du monde des Révolutions* » 1789, 1830, 1848, 1871, 1944 (Programme « *les jours heureux* » du « *Conseil National de la Résistance* »).

[3] Entreprise de « *trading d'énergie* ». Le « *trading* » est une activité d'achat et de vente, sans aucune production effective.

[4] http://www.lemonde.fr/la-crise-financiere/article/2008/10/25/25-000-milliards-de-dollards-vanouis_1110953_1101386.html

[5] Que l'ensemble de la doxa libérale n'a pas vu venir là où les marxistes et économistes hétérodoxes, ne cessaient d'alerter.

[6] Finance mondialisée et non finance mondiale, car pour que la finance devienne mondialisée, il fallut des décisions politiques des Etats, à partir des années 80, dénommée « libéralisation, dérégulation ».

[7] Concept très discutable et contesté. Les marxistes parlent de « *Révolution Informationnelle* »/ Cf mon papier sur le thème.

[8] Source : Alternatives Economiques 2009

[9] Je défie quiconque de venir me défier sur cette réalité, que je ne développe pas pour ne pas rallonger le propos..

[10] Rappelons, ici que c'est le gouvernement américain qui a repris par un « *trait de plume* » l'ensemble des dettes de « *Lheman Brother* », désormais supporté par le « *contribuable américain* »...

[11] A quoi il faut rajouter l'immigration, les musulmans, les chômeurs, les fonctionnaires, l'intervention de l'Etat etc...